

*Dušan T. Bataković*

**Le passé des territoires: Kosovo-Metohija (XVIIIe-XXe siècle)**  
***Les guerres du XVIIIe siècle: sous le signe de l'intolérance  
religieuse***

La période qui a suivi le Grand Exode des populations chrétiennes de 1690 marque le début d'une importante immigration albanaise sur les terres désertées du Kosovo-Metohija. Dans les trois guerres suivantes entre l'empire des Habsbourgs et les Turcs, les Serbes, toujours alliés de l'armée de l'empereur de Vienne, ont fomenté de vastes soulèvements. Tandis que dans le nord du Serbie où la population serbe était plus homogène et la frontière d'Autriche voisine, ils eurent plus de succès, les soulèvements déclenchés dans le sud, au Kosovo-Metohija, furent tous, sans exception étouffés dans le sang. Pendant la guerre de 1716-1718, l'insurrection de Vučitrn (fin 1717), fut rapidement maîtrisée: l'armée autrichienne, aidée par les milices serbes, n'était pas parvenue au Kosovo-Metohija. Après cette guerre, les Albanais-musulmans ont collectivement garanti à la Sublime Porte la sécurité des régions situées le long de la nouvelle frontière vers l'Autriche. Conformément aux clauses du traité de Passarowitz (Požarevac) de 1718, la frontière s'étendait le long de la rivière Morava —au nord du Kosovo. D'autre part, les Albanais-musulmans eurent les mains libres pour pacifier de la manière qui leur convenait les régions serbes révoltées. Soumis à de terribles persécutions, une partie des Serbes se convertirent à l'islam. D'autres trouvèrent parmi les notables albanais des protecteurs qui en leur accordant le statut de serf ("kmet") garantissaient la sécurité de leurs propriétés et de leurs vies. Enfin, une autre partie des Serbes se réfugia dans les régions avoisinantes, hors de portée des unités albanaises<sup>1</sup>.

La guerre austro-turque (1737-1739) gagnée par les Turcs, ramena

1. Pour le XVIIIe s. voir: *Le Kosovo-Metohija dans l'histoire serbe*, Lausanne 1990, pp. 108-129.

la frontière avec l'empire des Habsbourgs à la Save et au Danube. L'insurrection des 10.000 Serbes du Kosovo, aidée par les tribus monténégrines voisines, se termina, après la défaite de l'armée autrichienne, par un nouvel exode des Serbes en 1739. Avec les milices serbes que conduisait le patriarche Arsenije IV Jovanović-Šakabenta, émigrèrent aussi les valeureux guerriers des tribus albanaises catholiques Klimenti (Kelmendi), qui avec les tribus Gruda et Hoti, s'étaient battus aux côtés des troupes habsbourgeoises. Le nombre des émigrés n'a pas été exactement déterminé, car après la chute de Belgrade, tous passèrent sur la rive autrichienne du Danube, en des points différents et en vagues successives, opérations qui prirent plusieurs mois. Tous ensemble, ils s'installèrent sur une large ceinture frontalière face à l'empire ottoman, dans la partie sud de la Hongrie (l'actuelle Voïvodine).

Les désordres au sein de l'empire ottoman et la migration des Serbes favorisèrent la colonisation de grands clans albanais qui vinrent par vagues successives s'implanter dans les plaines fertiles du Metohija et de Kosovo: ils ont occupé les anciennes propriétés des mineurs et se sont installés sur les terres et les pâturages abandonnés. Déjà islamisés, ils deviennent rapidement la classe dominante au sein de laquelle se recruteront au XIXe siècle les administrateurs locaux et les fonctionnaires militaires. Parmi les grandes familles albanaises, les plus remarquables furent les Begolli (Mahmutbegović) à Peć, Djinolli (Džinić) dans la région de Priština, et Rotulli (Rotulović) en Prizren. Dès cette époque, la condition imposée par les Turcs aux tribus des Malesia qui venaient s'installer dans la Metohija —était leur conversion à l'islam<sup>2</sup>.

La période marquée par la dernière guerre austro-turque (1788-1791) a détruit tout espoir de rétablir, avec l'aide de l'Autriche, un Etat serbe indépendant dans l'espace entre Belgrade et Skoplje. Le retrait des armées autrichiennes s'étant effectué rapidement, les grands mouvements populaires n'ont pas touché les parties méridionales de la Serbie, y compris le Kosovo. Le traité de Sistowa (1791) prévoyait l'amnistie des Serbes, mais les Albanais-musulmans, soit comme rebelles, soit

2. Cf. G. Stadtmiller, "Die Islamisierung bei der Albanern", *Jahrbuch für die Geschichte Osteuropas* (1955), pp. 404-429; H. Kaleshi, "Das Türkische Vordringen auf dem Balkan und die Islamisierung: Faktoren für die Erhaltung der ethnischen und nationalen Existenz des albanischen Volkes", in: P. Bartl und H. Glassl (Hrsg.), *Südosteuropa unter dem Halbmond*, München 1975, pp. 127-138.

comme soldats dans les unités armées des pachas au Kosovo, ont continué à piller la population chrétienne. Les autorités locales n'avaient pas les moyens de les en empêcher. La marée d'intolérance religieuse qui, consécutive aux hostilités entre les empires russe et ottoman, a touché également la Serbie, a entraîné la déchristianisation et l'islamisation. La suppression du patriarcat de Peć (1766), dont les riches possessions foncières étaient convoités de longue date par les beys albanais, a stimulé une dernière vague d'islamisation parmi les Serbes du Kosovo-Metohija.

### *Déchristianisation, islamisation, albanisation*

L'islamisation a d'abord touché les régions où les Albanais immigrés étaient les plus nombreux, là où les familles chrétiennes étaient soudain devenues une minorité menacée. Jusqu'à l'immigration des Albanais au XVIIIe siècle, si l'on en juge d'après les "defters" (registres) ottomans, l'islamisation des Serbes était faible et de peu d'envergure. A partir de la seconde moitié du XVIIIe s., on note de plus en plus de conversions à l'islam. La conversion était considérée comme un mal inévitable pendant les périodes de guerres et des représailles qui s'ensuivaient; il y a eu peu de conversions pour des raisons lucratives. Les premières générations de Serbes islamisés conservaient leur langue, et continuaient à célébrer en secret les anciennes traditions chrétiennes (la "slava", les fêtes de Pâques, et plus rarement Noël). Après quelques générations, vivant dans un environnement de plus en plus albanisé, les Serbes convertis adoptent progressivement le costume albanais, et hors du cercle strictement familial, ils commencent à utiliser la langue albanaise. Il se crée ainsi une forme spécifique de mimétisme social où pour des raisons de protection personnelle, sont adaptés les signes extérieurs du groupement politique dominant. L'albanisation des Serbes islamisés commençait généralement à la troisième génération après leur conversion. Le fait d'épouser des femmes de familles albanaises faisait que ces convertis entraient dans la communauté les clans albanais. Cependant, les différences entre les Albanais-musulmans et les Serbes islamisés n'étaient pas insignifiantes: on les retrouvait toujours facilement dans leur langage, leurs coutumes et leur habillement. Les Serbes orthodoxes ont longtemps appelé leur compatriotes islamisés, puis albanisés, du

nom de "Arnautaši" (les Albanisés), jusqu'à ce que, au bout de plusieurs migrations, le souvenir de leur origine slave se soit perdu<sup>3</sup>.

Dans certaines régions, notamment en Metohija, les différenciations entre les Albanais et les Arnautaši étaient plus évidentes que dans d'autres. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, comme en témoignent de nombreux voyageurs européens et serbes, les "Arnautaši" ont conservé, outre des coutumes chrétiennes, leurs anciens noms de famille: dans la région de Peć, ils continuent à s'appeler Stepanović, Bojković, Djekić, Lekić, Stojković etc.; dans la région voisine de Drenica ils se nomment Djokić, Velić, Marušić, Zonić, Racić, Gecić. Dans les régions de la Haute Morava et d'Izmornik, les plus anciennes conversions à l'islam remontent aux premières décennies du XVIIIe s., tandis que les plus récentes et les moins nombreuses datent des années 70 du XIXe s. Les toponymes slaves de la plupart des villages où vivent les Arnautaši indiquent que dans les siècles précédents, leur population était slave et orthodoxe. Les cimetières orthodoxes, dans lesquels étaient enterrés les Serbes, étaient gardés contre d'éventuelles profanations par les Albanais-musulmans, souvent par des "Arnautaši". Ces derniers savaient que dans ces cimetières reposaient leurs ancêtres. Des recherches sur l'origine des familles albanaises, effectuées pendant les années 30 du XIXe siècle indiquent qu'environ 30% de la population albanaise du Kosovo-Metohija est d'origine slave<sup>4</sup>.

La différenciation religieuse entre les Serbes orthodoxes et les Albanais (95% musulmans et 5% catholiques) devient une ligne de partage bien nette à la veille du réveil des nationalismes. Le mimétisme social ne parvient pas à abroger les différences. La réalité sociale se transpose sur le plan de l'appartenance religieuse: de nombreux Albanais du Kosovo-Metohija considèrent que l'islam est la religion des hommes libres, et le christianisme, la religion des esclaves. Cette conception reflète les convictions profondes des Albanais, comme l'ont noté plusieurs consuls européens un siècle plus tard et même au début de XXe s.

3. J. Cvijić, *Osnove za geografiju i geologiju Makedonije i Stare Srbije*, vol. III, Belgrade 1911, pp. 1162-1167; T. P. Stanković, *Putne beleške po Staroj Srbiji 1871-1898*, Belgrade 1910, pp. 11-140. Ivan S. Jastrebov, *Podatci za istoriju srpske crkve*, Belgrade 1879, pp. 129-133.

4. Cf. A. Urošević, *Etnički procesi na Kosovu tokom turske vladavine*, Belgrade, SANU 1987.

Le consul de France à Skoplje (Ūskub) a noté en 1908: “Les musulmans d’origine albanaise [...] sont cependant fanatiques et leur fanatisme se base sur la conviction que l’Islam est la religion des gens libres et des patrons tandis que le christianisme est la religion des esclaves”<sup>5</sup>.

Des conversions individuelles à l’islam ont été notées dans la deuxième moitié du XIXe s., notamment au moment de la guerre de Crimée (1853-1856), mais à cette époque s’accélère aussi le processus d’émigration: des familles serbes, quelquefois même des villages entiers, émigrent vers les deux principautés serbes voisines: la Serbie et le Monténégro. Le Monténégro qui n’avait jamais été totalement soumis par les Ottomans, bien que pauvre, était le refuge naturel des nombreux réfugiés venant des régions menacées par l’anarchie, comme le Kosovo-Metohija. La Serbie septentrionale, devenue, à partir de 1830, une principauté autonome au sein de l’empire ottoman, était un centre d’immigration pour tous les chrétiens qui vivaient au sud, à l’ouest et à l’est de ses frontières. Les Serbes du Kosovo-Metohija avaient donc, la possibilité d’émigrer, pour fuir une anarchie croissante.

La région montagneuse au-dessus de Prizren dénommés “Gora” s’est convertie à l’islam vers la fin du XVIIIe s. et au début du XIXe; ses habitants islamisés tardivement, ont conservé longtemps leurs coutumes chrétiennes. De ce fait, ils ne se sont pas fondus dans le milieu albanais, car dès 1912, en même temps que le Kosovo-Metohija, cette région était libérée de Turcs et rattachée au Royaume de Serbie. Les “Goranci” ne sont donc pas devenus des Albanais. Bien que leur costume et leurs coutumes se rapprochent de ceux des Albanais, et bien que leurs noms aient été albanisés, ils ne se considèrent pas comme des Albanais auxquels ils sont plutôt hostiles: leur langue est uniquement le serbe et ils se donnent le nom de “Goranci”<sup>6</sup>.

5. D. T. Bataković, “Mémoire du vice-consul de France à Skoplje (Uskub) sur les Albanais de Metohija de 1908”, in: *Miscellanea*, Belgrade, vol. 20 (1990), p. 112. En même temps, chez les Albanais-musulmans, profondément marqués par la traditions d’ordre mystique des bektashi, la religion n’est qu’un moyen de promotion sociale: beaucoup plus puissant que la religion est le sentiment de leur appartenance ethnique ressortant de la tradition tribale et patriarcale.

6. Cf. G. Gravier, “La Vieille-Serbie et les Albanais”, *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> novembre 1911, pp. 12-13; et surtout M. Lutovac, “Gora i Opolje. Antropogeografska istraživanja”, dans: *Naselja i poreklo stanovništva*, vol. 35 (1955), pp. 230-279.

*Nationalisme, religion, Etat*

L'aube du nationalisme dans les Balkans a été annoncée par l'insurrection de Karadjordje (Georges le Noir) en 1804. Celle-ci, "die serbische Revolution" comme l'a surnommée Leopold Ranke, portait les aspirations pour la création d'un Etat national fondé sur la petite propriété paysanne et sur l'ordre démocratique qui en découlait. Réveillant tous les chrétiens des Balkans, la révolution serbe (1804-1813) est entrée dans un conflit irréductible avec l'empire ottoman. Pour la défense de l'empire se sont immédiatement levés les musulmans des Balkans: les Albanais et les musulmans de Bosnie. Le vieux conflit religieux porte maintenant un nouveau contenu explosif - le nationalisme. Le Kosovo-Metohija est gouverné par les pachas albanais rebelles, tandis que les beys musulmans règnent en Bosnie; tous désirent le maintien du "statu quo" qui leur garantit les privilèges dont ils jouissent. Les uns et les autres persécutent les chrétiens insurgés, mais ils entrent bientôt en conflit avec les sultans réformateurs qui voient le salut de leur empire dans sa modernisation "à l'europpéenne".

La participation des Serbes du Kosovo-Metohija aux insurrections de la Serbie centrale a pour conséquence leur migration forcée, la destruction des églises orthodoxes, les persécutions et l'assassinat des moines. L'écrivain français H. Pouqueville fut témoin de l'anarchie et des persécutions infligées aux chrétiens de la région de Pristina. Au Kosovo-Metohija règnent les pachas albanais rebelles à la tête de leurs armées privées. Les sultans réformateurs notamment Mahmoud II (1808-1839), envoient des expéditions punitives pour rétablir l'ordre et l'obéissance à la Sublime Porte. Les Serbes du Kosovo ont adressé de nombreuses suppliques pour demander la protection des empereurs de Russie, protecteurs officiels des chrétiens orthodoxes dans l'empire ottoman jusqu'au traité de Paris (1856).

Progressivement, les Serbes, avec l'aide décisive de l'empire russe, slave et orthodoxe, obtiennent leur autonomie (1830); lentement mais sûrement ils s'acheminent vers la création d'un Etat sur le modèle français de l'"Etat-nation". Leur nationalisme est sécularisé, il découle d'une matrice culturelle (langue commune et tradition nationale), qui essaie de dépasser les différences confessionnelles, avec des tendances évidentes vers des solutions libérales découlant de l'homogénéité sociale

de la population en majorité (90%) agraire<sup>7</sup>.

La Serbie préparait des plans pour un soulèvement général des chrétiens des Balkans, envisageant même la création d'une sorte de fédération balkanique: ces plans tiennent compte de l'éventuelle participation des Albanais, aussi bien musulmans que catholiques. Ilija Garašanin, principal artisan de la politique extérieure de la Serbie à partir de 1844, établit dès l'année suivante des contacts avec les chefs albanais d'Albanie du Nord, et à l'époque de l'alliance balkanique (1866-1868), il établit de nouveau, par l'intermédiaire des missionnaires catholiques, des relations avec les chefs de l'Albanie centrale<sup>8</sup>.

Le nationalisme albanais se développe, à part une certaine solidarité ethnique, dans des circonstances défavorables: l'organisation tribale, la ségrégation religieuse et sociale assurent la domination des couches conservatrices de propriétaires terriens et des chefs de tribus. Afin de défendre leurs anciens privilèges, les Albanais, comme les musulmans de Bosnie, deviennent au sein d'un empire décadent, un frein à sa modernisation selon le modèle européen. Encadrée dans la civilisation ottomane, en majorité musulmane (70%), impuissants à conformer leurs privilèges avec les tendances des nations modernes, les Albanais se meuvent jusqu'à la crise d'Orient (1875-1878), dans un cercle vicieux: entre la loyauté envers l'empire ottoman et la défense de leurs intérêts locaux, c-à-d. la résistance aux mesures prises par Constantinople. Leur grand soulèvement en 1844, qui impliquait aussi une partie du Kosovo, n'a été mâté qu'après une intervention décisive des troupes régulières turques. Des soulèvements de moindre envergure, accompagnés de violence contre les chrétiens et d'incendie de leurs quartiers dans les villes principales, sévissent à nouveau dans le Kosovo-Metohija dans les années soixante (1864, 1869)<sup>9</sup>.

7. D. T. Bataković, *The Kosovo Chronicles*, Belgrade, Plato 1992, pp. 83-88.

8. I. Dermaku, "Neki aspekti saradnje Srbije i Albanaca u borbi protiv turskog feudalizma od 1804-1868", *Glasnik Muzeja Kosova*, vol. XI (1971-1972), pp. 236-258; V. Stojančević, "The Restored Serbian State and the Albanians 1804-1876", dans: *Serbia and the Albanians in the 19th and early 20th Century*, Belgrade, SANU 1990, pp. 38-62.

9. En 1868 la Metohija est intégré dans le "vilayet" de Prizren comprenant trois autres "sandjak" (Niš, Skoplje, Debar); ils englobaient une partie de la Macédoine et de la Serbie méridionale. Il s'agissait pour les autorités ottomanes de pacifier la région qui était en bordure des massifs montagneux de l'Albanie, région que la terminologie turque appelait, avec quelque dédain "Arnautluk". Cf. H. Kaleshi and H. J. Kornumpf, "Prizrenski vilayet",

L'intégration nationale albanaise ne reposait ni sur une unité culturelle, ni sur des principes libéraux européens. Le nationalisme albanais était ethnique, mais profondément marqué par le poids des traditions conservatrices de l'islam. En même temps, il retardait de plus d'un demi-siècle sur les autres nations balkaniques dans la définition de ses aspirations. Les Albanais, comme les autres "verpätete nations" confrontés aux nationalismes rivaux cherchent un appui à l'extérieur et appuient les solutions radicales. Le Kosovo-Metohija est particulièrement important pour les Albanais à cause de sa situation géopolitique; à proximité de la Serbie et du Monténégro. Là, de même que dans la Macédoine occidentale, où les Serbes et les Albanais se côtoyaient dans les conditions de dégradation des pouvoirs locaux et d'une stagnation sociale, régnait l'anarchie. Les persécutions contre les Serbes chrétiens sont un phénomène quotidien, comme en témoigne une vaste documentation d'origine russe et serbe<sup>10</sup>.

La diminution de la population consécutive à l'anarchie et aux émigrations, était compensée par une natalité élevée. Les Serbes, tout comme les Albanais, vivaient dans des "zadrouga" qui comptaient de 20 à 80 personnes. Le bouleversement démographique était évident dans la structure de la population urbaine. Selon l'historien russe A. F. Hilferding en 1858, la ville de Peć comptait 4.000 familles musulmanes et 800 familles chrétiennes; Priština 1.200 familles musulmanes et 300 orthodoxes; Prizren 3.000 familles musulmanes, 900 orthodoxes et 100 catholiques<sup>11</sup>.

*Perparimi*, vol. 1 (1967), Priština, pp. 71-124.

10. Parmi ces témoignages, une des nombreuses suppliques adressées par les Serbes du Kosovo-Metohija au prince Michel Obrenović de Serbie, relate une liste des violences perpétrées par les Albanais; elle a été publiée en 1864 sous le titre "Les pleurs de la Vieille Serbie" (S. Ristić, *Plač Stare Srbije*, Zemun 1864).

11. A. F. Hilferding, *Putovanje po Hercegovini Bosni i Staroj Srbiji*, Veselin Masleša, Sarajevo 1972, pp. 154-165. (la traduction serbe du original russe 1859). La composition ethnique de la Vieille Serbie (Kosovo-Metohija, Sandjak de Novi Pazar, Macédoine du nord-ouest), selon les sources militaires austro-hongroises était la suivante: 318.000 Serbes: 161.000 Albanais, 2.000 Ottomans, 10.000 Valaques, 9.000 Tcherkesses et Gitans. Du point de vue de la religion ils se répartissaient en: 250.000 orthodoxes, 239.000 musulmans et 11.000 catholiques. P. Kukulj, Major im Generalstabe, *Das Fürstentum Serbien und Türkisch-Serbien (Stara Srbia, Alt-Serbien). Eine Militärisch-geographische Skizze (Im Manuskript gedruckt)*, Wien. Aus der kaiserlich-königlich Hof- und Staatsdruckerei 1871, pp. 147-149.

Un bouleversement démographique de grande envergure se produit pendant la crise d'Orient (1875-1878) qui a provoqué un déplacement de population de près d'un million d'habitants dans les Balkans. Une défaite de la Serbie dans la première guerre contre les Turcs (1876), est suivie par une seconde campagne militaire (1877-1878) avec l'alliance de la Russie. L'armée serbe est arrêtée près du monastère Gračanica, aux environs de Priština. L'armistice russo-turc signé à Adrianople (janvier 1878) oblige les troupes serbes à se retirer du Kosovo. Cependant, les députations serbes du Kosovo-Metohija envoyaient régulièrement au Congrès de Berlin, au tsar de Russie et au prince de Serbie des sollicitations pour que la Vieille Serbie soit réunie à la Principauté de Serbie, dont l'indépendance était reconnue par les grandes puissances, de même que celle du Monténégro.

Environ 30.000 Albanais provenant des territoires libérés et du sandjak de Niš (l'actuelle Serbie méridionale) viennent s'installer dans le Kosovo-Metohija, en partie sur l'invitation du sultan qui leur demandait de quitter les terres perdues pour l'islam et en partie sous la pression des autorités militaires serbes. De grandes persécutions en ont résulté, car les Albanais se vengeaient sur les Serbes du Kosovo-Metohija pour la perte des domaines qu'ils avaient dû abandonner. Des dizaines de milliers de Serbes ont alors émigré vers les territoires libérés par les armées serbes<sup>12</sup>.

### *A l'ombre du conflit austro-serbe*

La Ligue albanaise, formée en 1878 à Prizren, réclamait la solution de la question nationale dans le cadre de l'empire ottoman; au sein de la direction et parmi les forces politiques qui constituaient la Ligue, prédominaient les classes de musulmans conservateurs, avec à leur tête les beys et les chefs de tribus. Ils liaient la question des Albanais à celle du statut de la Bosnie-Herzégovine et du "Sandjak" de Novi Pazar. Environ 16.000 soldats de la Ligue se sont opposés par les armes aux décisions du Congrès de Berlin demandant que tous les territoires perdus

12. R. Pavlović, "Seobe Srba i Arbanasa u ratovima 1876. i 1877-1878. godine", *Glasnik Etnografskog instituta*, vol. 4-6 (1955-1957), pp. 53-104; G. Gravier, "La Vieille-Serbie et les Albanais", *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> novembre 1911, pp. 14-23.

dans la guerre soient rendus à la souveraineté du sultan et que quatre vilayets —Kosovo, Scutari, Janina et Monastir (Bitola)— soient réunis en un “vilayet” albanais au sein de l’empire ottoman. Cependant, les Albanais n’étaient majoritaires que dans deux “vilayets”, celui de Scutari et de Janina.

Dans le “vilayet” de Kosovo (constitué en 1877) qui comprenait au début l’ensemble de la Vieille Serbie, avec Priština (jusqu’en 1888) ensuite jusqu’en 1912 avec Skoplje comme siège, les Albanais constituaient au temps de la Ligue moins de la moitié de la population. A la veille des guerres balkaniques, dans le “vilayet” de Kosovo s’étendant sur environ 24.000 km<sup>2</sup>, il y avait six “sandjak” : Skoplje, Priština, Peć Sjenica, Taslidja (Pljevlje), tandis que le sandjak de Prizren qui appartenait au vilayet de Monastir (Bitola) fut à nouveau inclus dans le vilayet de Kosovo en 1897. Comme auparavant, le Kosovo-Metohija ne constituait qu’une partie de cette grande entité : il englobait à peu près les “sandjaks” de Peć, Priština et Prizren.

Mécontente des concessions que la Porte avait consenties au concert des puissances européennes, la Ligue albanaise veut alors rompre tout lien avec Constantinople. Afin d’empêcher une éventuelle complication internationale, le sultan Abdulhamid II (1876-1909) met fin à l’ensemble du mouvement albanais par son action militaire de 1881. Commence alors l’internationalisation de la question albanaise, jusqu’aux guerres balkaniques (1912-1913) qui se développera sous deux aspects.

“Primo”, sous la signe d’une nouvelle loyauté envers la Sublime Porte qui, par sa politique du panislamisme, encouragera les Albanais musulmans à entrer en conflit avec les chrétiens qui menacent la sécurité intérieure de l’empire ottoman et du coup encouragent les aspirations territoriales des Etats balkaniques limitrophes. Les persécutions et les violences des Albanais contre les Serbes au Kosovo-Metohija et contre les Slaves en Macédoine sont un des aspects de la politique de panislamisme du sultan Abdulhamid II<sup>13</sup>.

“Secundo”, en recherchant le soutien des grandes puissances qui, dans

13. S. Skendi, *The Albanian National Awakening 1878-1912*, Princeton N. J., 1967, pp. 31-53. P. Bartl, *Die albanischen Muslime zur Zeit der nationalen Unabhängigkeitsbewegung (1878-1912)*, Wiesbaden, O. Harassowitz 1968.

leur désir de dominer les Balkans, peuvent aider les aspirations albanaises — l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Après l'occupation de la Bosnie-Herzégovine (1878), l'Autriche-Hongrie désire s'infiltrer plus profondément dans les Balkans, vers le golfe de Salonique. Dans les Albanais du Kosovo-Metohija et de la Macédoine occidentale, la Double Monarchie voit un pont qui lui permettra de pénétrer dans la vallée du Vardar<sup>14</sup>.

Les persécutions des Serbes prennent des proportions inquiétantes: environ 60.000 Serbes, selon les statistiques du gouvernement serbe, se réfugient en Serbie entre 1890 et 1898. En 1898 le gouvernement serbe entreprend une vaste action auprès de la Porte pour la protection de ses compatriotes persécutés en Vieille Serbie ("vilayet" de Kosovo). Le gouvernement serbe édite un "Livre Bleu" en serbe et en français où il publie sa correspondance officielle avec la Porte, et cite environ 400 exemples précis d'actes de violence perpétrés par les Albanais musulmans. Mais, l'Autriche-Hongrie — qui exerçait une forte influence sur la dynastie des Obrenović régnant en Serbie — s'oppose à ce que la documentation préparée soit soumise en tant que document officiel à la Conférence internationale de la paix à La Haye en 1899<sup>15</sup>.

L'action des reformes de grandes puissances (1903-1908) dont le but était de protéger les chrétiens menacés dans les vilayets de Turquie d'Europe a ignoré le Kosovo-Metohija qui, sur la demande de la Double Monarchie, a été exclu des reformes. Après la révolution des Jeunes Turcs en 1908, qui a suscité une courte période d'espoir, la situation des chrétiens s'est de nouveau dégradée, notamment dans le vilayet de Kosovo.

Par suite des pressions qu'ils subissent et de leur émigration constante, les Serbes sont de moins en moins nombreux au Kosovo-

14. Cf. H. D. Schanderl, *Die Albanienpolitik Österreich Ungarns und Italiens 1877-1908*, Wiesbaden, O. Harassowitz 1971. Pour cette raison, l'Autriche-Hongrie encourage les Albanais à résister aux autorités ottomanes et à affronter les Serbes.

15. *Documents diplomatiques, correspondance concernant les actes de violence et de brigandage des Albanais dans la Vieille Serbie (Vilayet de Kosovo) 1888-1889*, Belgrade, Ministère des Affaires Etrangères MDCCCXCIX, pp. 1-145. D. T. Bataković, "Mémoire de la Serbie iz Stare Srbije i Makedonije Medjunarodnoj konferenciji mira u Hagu 1899. godine", *Prilozi za književnost, jezik, istoriju i folklor*, vol. LIII-LIV (1987-1988), pp. 177-183. Les persécutions contre les Serbes du Kosovo-Metohija perpétrés par les rebelles albanais au croisement des deux siècles ont été relatées par les écrivains français Victor Bérard et George Gaulis.

Metohija. A la veille des guerres balkaniques, les Albanais constituent la majorité de la population en Metohija (région de Peć, Prizren et Djakovica), et les Serbes étaient majoritaires dans la région du Kosovo proprement dite (entre Mitrovica, Priština et Gnjilane). On comptait en tout 390.000 Albanais et 207.000 Serbes<sup>16</sup>. Cependant sur les territoires de la Vieille Serbie, dont le Kosovo-Metohija constitue une partie, les Serbes ont toujours la majorité relative au sein de la mosaïque de peuples: les Albanais, les Turcs, les Slaves de Macédoine, les Slaves musulmans, les Tziganes, les Juifs, les Tcherkesses, etc<sup>17</sup>.

La manière dont Vienne, dans son conflit avec le piémontisme serbe —“la menace grand-serbe”— s’est servie du mouvement albanais contre les Serbes du Kosovo-Metohija ressemble à la manière utilisée par la Russie à l’époque de la révolution serbe pour essayer de manipuler la question serbe dans ses guerres avec l’empire ottoman, mais les résultats ont été différents. Les Serbes se sont libérés rapidement de la tutelle russe en créant, malgré beaucoup de difficultés, un Etat moderne doté d’un parlement qui déterminait sa propre politique nationale. Les Albanais ont reçu de Vienne un cadre important pour leur émancipation culturelle ultérieure (diverses grammaires avec un alphabet comprenant les signes diacritiques pour les sons sourds de la langue albanaise, recueils d’histoire, armoiries nationales, et une théorie de l’origine prétendument illyrienne des Albanais), mais le prix en a été l’entrée dans un conflit permanent avec la Serbie et le Monténégro<sup>18</sup>.

Cependant, malgré ces propositions, les Albanais préféraient lier leurs plans politiques par des liens avec Constantinople et avec Vienne.

16. Ou 260.000 Serbes selon l’estimation de: G. Gravier, “La Vieille-Serbie et les Albanais”, *Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> novembre 1911, p. 7, 9sq. n. 1.

17. D. T. Bataković, *The Kosovo Chronicles*, pp. 134-137.

18. *Ibid.*, pp. 121-126. Ces deux Etats serbes, bien que peu confiants dans le mouvement national albanais, avaient essayé à plusieurs reprises d’établir une collaboration et d’essayer de résoudre leurs conflits mutuels en évitant l’ingérence des grandes puissances. Leur soutien aux soulèvements albanais en 1910-1912, illustrent bien ces efforts. A la veille de la première guerre balkanique, Nikola Pašić, le premier ministre serbe, avait proposé aux Albanais du Kosovo-Metohija une autonomie culturelle dans le cadre de la Serbie; il leur garantissait l’usage de la langue albanaise, l’ouverture d’écoles, ainsi qu’une représentation proportionnelle au parlement serbe. (Dj. Mikić, “The Albanians and Serbia during the Balkan Wars”, in: B. Kiraly and D. Djordjevic (eds.), *East Central European Society and the Balkan Wars, War and Society in East Central Europe*, vol. XVIII, Social Science Monographs, Boulder, Columbia University Press New York 1987, pp. 165-196).

Les insurrections albanaises, entraînant la détériorations des conditions de vie pour les chrétiens, ont hâté la création de l'alliance balkanique (entre la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et le Monténégro) qui, en octobre 1912 entreprend une action militaire commune contre l'empire ottoman. Au bout de deux semaines de guerre, le Kosovo était libéré par l'armée serbe, et la Metohija par l'armée monténégrine. Les Serbes ont accueilli l'arrivée des soldats serbes comme une libération après cinq siècle d'esclavage turc, tandis que les Albanais l'ont accueillie comme une force d'occupation. Les dirigeants du mouvement albanais au Kosovo-Metohija (Bairam Curri, Isa Bolletini, Hasan Prishtina) ont fui en Albanie, où, sur l'initiative de Vienne était proclamée une Albanie indépendante (28 novembre 1912 à Valone).

L'introduction de l'Albanie dans la chaîne des pays qui, sous le patronage de l'Autriche-Hongrie, tentent de détruire l'indépendance de la Serbie et du Monténégro, a renforcé chez les Serbes la conviction qu'il était indispensable d'avoir un accès sur la mer Adriatique dans la partie septentrionale de la côte albanaise. Après la libération du Kosovo-Metohija, les troupes serbes passent en Albanie afin d'assurer la possession d'un port sur la côte adriatique pour le commerce de leurs produits. Au bout d'une dizaine de jours, en novembre 1912, sans avoir rencontré une grande résistance, les Serbes occupent Allesio, Tirana et Durazzo. La conférence des ambassadeurs des grandes puissances réunie à Londres (1912-1913), sur l'insistance de l'Autriche-Hongrie, —qui avait décrété la mobilisation partielle et menacé Belgrade de déclarer la guerre— contraint la Serbie de se retirer des côtes albanaises, et les troupes monténégrines d'évacuer Scutari. La diplomatie viennoise travaillait au rattachement à l'Albanie de certaines villes de Kosovo-Metohija et de Macédoine afin de créer un contrepoids à la Serbie, mais ses revendications n'ont pas été adoptées, grâce à l'intervention des diplomaties russe et française à Londres en 1913. Le Kosovo a été intégré à la Serbie et la Metohija (de Peć à Djakovica) au Monténégro.

Durant la Grande guerre, le Kosovo-Metohija est une région troublée où les officiers austro-hongrois et Jeune Turcs tentent d'introduire des unités albanaises, essayant en vain de provoquer une insurrection de la population albanaise. Après la défaite de la défense serbe et monténégrine pendant l'hiver 1915 et l'évacuation à Corfou de l'armée serbe qui avait traversé l'Albanie (début 1916), le Kosovo-Metohija, comme

la plupart des régions de la Serbie, subit l'occupation austro-hongroise. (Une partie de la Serbie y compris la région à l'est du Kosovo a été placée sous occupation bulgare). Avec la percée du front d'Orient en automne 1918, les troupes françaises et serbes, sous le commandement du général Franchet d'Esperey, libèrent le Kosovo-Metohija. Comme partie intégrante de la Serbie, le Kosovo-Metohija entre dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, créé avec les terres yougoslaves de l'Autriche-Hongrie, à Belgrade, le 1er décembre 1918 (rebaptisé en 1929 en Royaume de Yougoslavie)<sup>19</sup>.

### *A l'ombre du conflit italo-yougoslave*

Le rôle de protecteur de l'Albanie et de défenseur des intérêts albanais est dévolu à une nouvelle puissance régionale l'Italie. Celle-ci poursuit la même politique: attiser le conflit serbo-albanais, qui devient maintenant un conflit avec la Yougoslavie, pour s'assurer la prédominance sur la côte orientale de l'Adriatique. Le Kosovo-Metohija fut une province frontalière troublée où opèrent des unités albanaises du "Comité du Kosovo", —une organisation d'immigrants albanais luttant pour une "Grande Albanie" et financée par le gouvernement italien<sup>20</sup>.

Belgrade répondit aux provocations venant de l'autre rive de

19. D. T. Bataković, "Serbian Government and Essad-Pasha Toptani", in: *Serbia and the Albanians in the 20th Century, Conferences of the Serbian Academy of Sciences and arts*, vol. LXI, Department of historical sciences, No 20, Belgrade 1991, pp. 57-78.

20. Ž. Avramovski, "Albania između Jugoslavije i Italije", in *Vojnoistorijski glasnik*, No 3 (1984), pp. 153-180; R. Morozzo della Rocca, *Nazione e religione in Albania (1920-1944)*, Bologna, Il Mulino 1990, pp. 151-166; M. Dogo, *Kosovo. Albanesi e Serbi: le radici del conflitto*, Lungro, C. Marco 1992, pp. 147-219. Les Albanais sont une minorité en Yougoslavie, et ils éprouvent de l'inimitié envers l'Etat que gouvernent ceux qui, jusqu'à hier, étaient leurs serfs. Les beys albanais qui dirigent les Albanais du Kosovo-Metohija négocient avec Belgrade le maintien de leurs privilèges, sans se soucier de faire reconnaître pour leurs compatriotes les droits des minorités correspondants. Le statut de minorité pour les Albanais n'est pas garanti dans le Royaume de Yougoslavie par un système de protection internationale: sur l'insistance de Nikola Pašić, le point 9. du Traité de Saint Germain (1919), excluait de ce système les territoires qui se trouvaient dans les frontières de la Serbie au 1<sup>er</sup> janvier 1913, donc le Kosovo-Metohija et la Macédoine slave. La Constitution du "Vidovdan-" (St. Guy) de 1921 garantissait aux Albanais l'utilisation de la langue maternelle dans les écoles primaires, mais cette langue était surtout utilisée dans les institutions religieuses islamiques, selon la tradition que cultivaient leurs dirigeants politiques, les beys conservateurs et les chefs de tribus, réunis, avec les Turcs, dans le parti "Djemiyet".

l'Adriatique par deux séries de mesures: sur le plan intérieur, la suppression des rapports féodaux (1919), et la modernisation de l'économie. Parallèlement, on procède à la repopulation du Kosovo-Metohija (la population serbe en provenance des régions montagneuses pauvres de l'Herzégovine, du Monténégro, de la Bosnie et de la Krajina —les anciens Confins militaires en Autriche-Hongrie), afin de rétablir l'équilibre démographique qui avait été détruit par des siècles d'occupation ottomane et afin de garantir la ceinture frontalière avec l'Albanie; c'est pourquoi les nouveaux venus furent la cible constante des attaques des unités albanaises venues d'Albanie.

Les nouveaux colons se voyaient attribuer des terres appartenant à l'Etat, des terres non cultivées (en friche), des forêts et une petite partie de terres des rebelles en fuite, soit environ 5% des terres alors cultivables. Il y a eu deux vagues de colonisation: la première entre 1922 et 1929, la seconde entre 1933 et 1938 sur 120.672 hectares (environ 15,3% du domaine foncier du Kosovo-Metohija). S'y installèrent 10.877 familles (environ 60.000 personnes); 99.327 hectares qui avaient été prévus pour les nouveaux immigrants n'ont pas été distribués. On avait édifié pour leur usage 330 agglomérations avec 12.689 maisons, 46 écoles et 32 églises orthodoxes. Les Albanais se sont vu reconnaître la propriété des terres qu'ils cultivaient ou pour lesquelles ils avaient les "actes de propriété" de l'époque ottomane, mais il y eut par intermittence des tensions concernant la propriété des grands domaines sur lesquels les beys prétendaient avoir des droits, sans en posséder les preuves juridiques légales<sup>21</sup>.

Sur le plan de la politique extérieure, le Royaume de Yougoslavie aiguillonné par l'action de l'Italie rivale, réagît en s'ingérant dans la politique intérieure des luttes des différents clans et des forces politiques et organisa, avec l'appui d'Ahmed Zogu (futur roi Zog Ier d'Albanie), la liquidation de plus éminents immigrants du Kosovo-Metohija (Hasan Prishtina, Bairam Curri), mais ne parvint pas à imposer sa volonté aux différents gouvernements de Tirana. Le conflit avec l'Italie et avec le mouvement national albanais que celle-ci contrôlait devient de plus en plus virulent à l'approche de la Deuxième Guerre mondiale. Sous les

21. M. Obradović, *Agrarna reforma i kolonizacija na Kosovu (1918-1941)*, Priština 1981; Kosovo. Past and Present, Belgrade 1989.

auspices de Mussolini, le “Comité de Kosovo”, l’organisation pro-bulgare IMRO (opérant en Macédoine slave) et les oustashis croates d’Ante Pavelić, coordonnent les actions communes contre la Yougoslavie<sup>22</sup>.

Le mécontentement produit par la création de la Yougoslavie a fait que de nombreux Albanais et Turcs émigrèrent vers la Turquie, où ils se sentaient plus à l’aise dans un environnement musulman et dans un milieu proche de leur héritage ottoman. Les personnalités les plus éminentes, les chefs de tribus et les propriétaires terriens, qui se considéraient comme une aristocratie nationale, disaient ouvertement qu’ils ne pouvaient pas supporter d’être gouvernés par leurs anciens serfs, qu’ils dénommaient du terme péjoratif de “Shkje” (slaves, esclaves). Les premiers départs en Albanie eurent lieu dès la fin des guerres balkaniques (environ 10.000 personnes), mais dès le retour de la paix et la fin des actions des “kaçaks” (les rebelles albanais) en 1924, une majorité d’entre eux revinrent sur leurs terres<sup>23</sup>.

D’autre part, l’émigration vers la Turquie a été lente mais constante. Jusqu’au début des années 30 quelque milliers de familles albanaises et turques étaient parties s’installer en Turquie. Pressentant une nouvelle guerre en Europe, dûe à l’expansion du nazisme en Allemagne, le gouvernement de Milan Stojadinović (1935-1939) avait estimé que les conditions étaient favorables pour régler le problème du Kosovo-Metohija en faveur des Serbes, et institutionnaliser le départ des populations musulmanes de Serbie et de Macédoine. En 1938, le gouvernement yougoslave concluait une convention avec la Turquie qui s’engageait à accueillir 200.00 musulmans (les Albanais et des Turcs, alors nombreux). Cependant, la Turquie s’étant rétractée et les fonds que le gouvernement yougoslave devait fournir étant insuffisants pour dédommager les candidats au départ, l’accord resta lettre morte. D’après les chiffres officiels, le nombre des Albanais ayant quitté le Kosovo-Metohija pour s’installer en Turquie entre 1927 et 1939 est de 19.279 tandis

22. G. Zamboni, *Mussolini’s Expansionpolitik auf dem Balkans*, Hamburg 1970, pp. 301-338; cf. also S. Troebst, “Mussolini, Makedonien und die Mächte”, 1922-1930. *Die “Innere Makedonische Revolutionäre Organisation” in der Südosteuropapolitik des faschistischen Italien*, Köln-Wien 1987.

23. B. Gligorijević, “Fatalna jednostranost. Povodom knjige B. Horvata ‘Kosovsko pitanje’”, in: *Istorija XX veka*, No 1-2 (1988), pp. 185-192.

que 4.322 s'installaient en Albanie<sup>24</sup>.

L'historien serbe Vasa Čubrilović avait proposé en 1937 à une tribune du "Club culturel serbe", étant donné les conditions favorables sur le plan international, qu'un plan soit établi pour le départ des Albanais et leur installation en Turquie; cependant il ne s'agissait là que d'un point de vue personnel qui n'eut pas d'écho dans la réalité politique serbe; cela n'a pas été considéré comme une possibilité de règlement des relations globales avec la minorité albanaise. L'opinion serbe, tout comme la classe politique, préoccupées par les relations avec les Croates et devant les sérieuses menaces extérieures ne donnait pas une grande importance à la question du Kosovo: selon eux, il s'agissait d'un territoire serbe incontestable.

Les recensements de population dans la période entre les deux guerres, indiquant l'appartenance religieuse et la langue maternelle et non la nationalité, confirment qu'il n'y a pas eu d'exode massif de la population albanaise. Selon le recensement de 1921, dans le Royaume de Yougoslavie (Kosovo, Macédoine, Monténégro) vivaient 439.657 Albanais, soit 3,67% de la population totale, 15.000 de moins qu'avant les guerres balkaniques. Le recensement de 1931 indique 505.259 Albanais, 3,62% de l'ensemble de la population. On connaît également le nombre des Albanais qui vivaient dans les *banovines*, unités administratives créées en 1929 par le roi Alexandre Karadjordjević: dans la "Zetska banovina" (Monténégro, région de Dubrovnik, Herzégovine et Metohija) on comptait 150.062 Albanais (16%); dans la "Moravska banovina" (Serbie centrale, une partie du Kosovo) 48.300 Albanais (3,6%), dans la "Vardarska banovina -" (Macédoine slave et une partie du Kosovo) 302.901 soit 19,24%. Le recensement de 1939 indique qu'au Kosovo-Metohija la population non serbe (Albanais, Turcs, Tziganes) constituait 65,6%, les Serbes autochtones 25,2% et les nouveaux venus, également des Serbes, 9,2% de la population totale<sup>25</sup>.

La Deuxième Guerre mondiale apporte des changements radicaux marqués par l'idéologie totalitaire: après la défaite de la Yougoslavie attaquée par Hitler en avril 1941, ses territoires sont partagés entre les pays satellites pro-nazis. Le 17 août 1941, l'Albanie, déjà occupée par

24. D. Bogdanović, *Knjiga o Kosovu*, Belgrade, SANU 1985, pp. 178-182.

25. D. T. Bataković, *Kosovo. La spirale de la haine*, Lausanne 1993, p. 33.

l'Italie, se voit attribuer, à titre de compensation, le Kosovo-Metohija et une partie de la Macédoine occidentale. Il s'ensuit une persécution d'environ 100.000 Serbes, parmi lesquels tous les nouveaux immigrants (70.000), tandis que plus de 10.000 autres sont tués au cours des expéditions punitives des différentes milices albanaises. Pendant la guerre, selon les plans italiens, environ 75.000 Albanais venus d'Albanie s'installent au Kosovo-Metohija. En automne 1943, après la capitulation d'Italie, de nouvelles persécutions s'abattent sur les Serbes, lorsque le Kosovo passe sous la contrôle direct du Troisième Reich. Les Allemands soutiennent les revanchistes albanais contre les Serbes. Avec l'accord des autorités allemands, une Deuxième Ligue albanaise est créée vers la fin de 1943 sur le modèle de celle de 1878; au printemps 1944 les forces albanaises sont regroupées dans la 21ème division SS "Scanderbeg" qui, sous l'uniforme allemand, massacre la population civile. Fin 1943 également, l'organisation "Balli Kombëtar" donne naissance à une unité spéciale "Regjiment i Kosovës". Cette unité était en première ligne pour la purification ethnique du Kosovo-Metohija: elle a perpétré d'effroyables massacres de Serbes à Prizren, Kosovska Mitrovica, Peć, Vitimirica, et dans les camps de concentration de Priština. Une dernière grande vague d'émigration de Serbes eut lieu au début de 1944<sup>26</sup>.

### *Echec de la réconciliation idéologique*

La tentative d'une réconciliation historique des Serbes et des Albanais dans le cadre du nouveau projet social et politique —le communisme de type soviétique— s'est avérée impossible car les réalités géopolitiques étaient restées les mêmes, et la rivalité pour les territoires avait simplement été transférée dans un nouveau cadre idéologique. Pour des raisons de réalisme politique, J. B. Tito, le dictateur communiste yougoslave, se voyait obligé de conserver l'unité de la Yougoslavie afin de se justifier comme le véritable héritier du Royaume. D'autre part, il devait tenir compte des sentiments des communistes et des résistants serbes qui constituaient le gros de ses troupes. La révolte des Albanais (début 1945) contre les nouvelles autorités, demandant l'union avec

26. Cf. S. Milošević, *Izbeglice i preseljenici na teritoriji okupirane Jugoslavije 1941-1945*, Belgrade, ISI, 1981, pp. 56-104.

l'Albanie, a confirmé qu'il était indispensable de maintenir le Kosovo-Metohija, comme avant la guerre, au sein de la Serbie. Mais, pour donner satisfaction à l'Albanie, un décret spécial (6 mars 1945) interdisait le retour au Kosovo des colons serbes qui s'y étaient installés entre 1918 et 1941<sup>27</sup>.

Cependant, la Yougoslavie était un cadre trop étroit pour la réalisation des ambitions politiques de Tito, le futur leader "des non-alignés". Dans le projet d'une future fédération balkanique qui, selon l'idée de Tito, était censée englober la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie (il prévoyait même une place pour la Grèce, au cas où les forces communistes auraient gagné la guerre civile), le Kosovo-Metohija aurait dû revenir à l'Albanie. Ce plan avait une double signification. Pour les communistes yougoslaves, ceci devait correspondre à la réalisation des anciennes aspirations de la Yougoslavie —dominer l'Albanie. Pour Tito, ce devait être la réalisation d'une ambition personnelle: être le maître des Balkans. Pour le dirigeant communiste albanais Enver Hodja, cela représentait une tentative de parvenir, par un accord, à rattacher le Kosovo à l'Albanie. Enver Hodja, bien que mémorialiste peu crédible, note dans ses mémoires que Tito avait accepté en principe la solution de l'annexion du Kosovo-Metohija par l'Albanie, mais qu'il aurait considéré le moment peu propice car "les Serbes ne l'auraient pas compris" et que cette question serait réglée plus facilement au sein de la future fédération balkanique<sup>28</sup>.

27. "Privremena zabrana vraćanja kolonista u njihova ranija mesta življenja", in: *Službeni list DFJ*, No 13, 16. mart 1945, No 153; "Zakon o reviziji dodjeljivanja zemlje kolonistima i agrarnim interesentima u Makedoniji i Kosovsko-metohijskoj oblasti", in: *Službeni list DFJ*, 5. avgusta 1945. La plupart de ceux ci, environ 70.000, se virent interdits de retour dans leurs foyers. Par contre, 75.000 Albanais qui avaient été implantés au Kosovo durant la guerre se virent accorder la citoyenneté yougoslave.

28. E. Hoxha, *Souvenirs*, Tirana 1979, p. 147. Des déclarations semblables sur le Kosovo-Metohija ont été également données à Moscou par d'autres dirigeants yougoslaves, expliquant à Staline la nécessité de créer la fédération balkanique. Le principal conseiller idéologique de Tito, Edvard Kardelj, assurait à Staline qu'au sein d'une fédération tripartite, le Kosovo-Metohija reviendrait à l'Albanie. Même après le conflit avec Staline, entre 1948 et 1956, lorsque les plans de fédération s'étaient évaporés, et que les relations avec l'Albanie avaient été rompues, l'immigration des Albanais au Kosovo-Metohija a persisté. Le nombre exact de ces immigrants albanais n'est pas connu avec précision; il varie selon les estimations: 16.000 étant le chiffre officiel que beaucoup mettent en doute, et quelques centaines de milliers selon d'autres estimations, qui ne sont, à leur tour, pas étayées par des calculs

*Le titisme: manipulation des conflits nationaux*

Dans la Yougoslavie communiste, les conflits serbo-albanais ne représentent qu'une partie de la conception complexe que Tito imposait pour résoudre le problème national dans la phase "de la fraternité et de l'unité". Croate, élevé dans un environnement de fidélité aux Habsbourg et de crainte devant "la menace grand-serbe", nourri ensuite des leçons du léninisme selon lequel le nationalisme des grands nations est plus dangereux que le nationalisme des petites nations, Tito persiste dans sa détermination à éradiquer toute velléité d'hégémonie grand serbe" qui, selon les communistes, élèves de Komintern, caractérisait le Royaume de Yougoslavie. Les deux premières décennies du centralisme bureaucratique (1945-1966) ont été une période de consolidation de son autorité pendant laquelle Tito s'appuie sur les cadres serbes avec lesquels il avait gagné la guerre civile.

La décentralisation prévue par les plus proches collaborateurs de Tito —le Slovène Edvard Kardelj et le Croate Vladimir Bakarić— dans le sens de l'accroissement des prérogatives des unités fédérales a provoqué une renaissance des nationalismes dont Tito a joué très adroitement pour empêcher un dégel idéologique et pour conserver intacte sa propre autorité. Dans la dernière phase de son règne, caractérisée par la constitution (con)fédérale de 1974. Tito était, tout comme Brejnev en URSS, un frein à tout développement, à toute évolution du système. Tito laissait comme seul héritage une armée commune mais idéologique, et un gigantesque appareil bureaucratique du parti, réparti dans les limites des républiques et des provinces, qui de purement administratives (selon l'explication de Tito en 1945) prennent de plus en plus, avec les réformes constitutionnelles, l'allure de frontières autosuffisantes d'Etats secrètement rivaux, reliés intérieurement par l'autorité du leader charismatique et extérieurement par le danger commun d'une invasion soviétique<sup>29</sup>.

Dans ce contexte géopolitique, le Kosovo-Metohija a une importante fonction: en septembre 1945 on le réunit d'abord en une région autonome ("autonomna oblast"), intégrée dans l'unité fédérale de

démographiques précis. Le chiffre réel pour cette période est de 40.000 nouveaux immigrants d'Albanie.

29. Cf. K. Čavoški, *Tito-tehnologija vlasti*, Belgrade, Dosije 1990.

Serbie. Au sein de la Serbie, en 1948, les Albanais constituaient 8,15% de la population totale (498.242 dans le Kosovo-Metohija et 532.011 dans l'ensemble de la Serbie). En Macédoine, les Albanais constituent 17,12% et les Turcs 8,32% de la population globale, mais aucune autonomie n'y était prévue pour eux. Plus tard, en 1963, le Kosovo-Metohija a reçu le statut de "province autonome" au sein de la Serbie et enfin, à partir de 1974, celui de province autonome ayant un lien formel avec la Serbie, mais dont les prérogatives sont presque identiques à celles des républiques; il ne leur manquait que le principe léniniste du droit à l'autodétermination dont disposaient les républiques. Le changement de statut du Kosovo-Metohija à l'intérieur de la fédération n'est pas dû à la volonté librement exprimée de la population de Serbie dont cette région est partie intégrante depuis 1912, mais est dû uniquement aux conceptions d'un cercle étroit de dirigeants communistes rassemblés autour de Tito. Ils réglaient à leur guise les questions nationales à l'intérieur de l'ensemble de la fédération<sup>30</sup>.

Dans la période de centralisme, alors que l'Albanie a jusqu'au 1961 fait partie du bloc soviétique, Tito s'appuyait sur les Serbes au Kosovo-Metohija car ils étaient le garant de la stabilité et du maintien de l'intégrité yougoslave. Les pressions extérieures ont renforcé le rôle de l'armée et de la police secrète. Après 1948, les groupes armés s'infiltraient constamment d'Albanie, tandis que les partisans de "Balli Kombetar", oubliés de la guerre, se cachaient, pendant les années cinquante et au début des années soixante, dans les montagnes du Kosovo-Metohija. Les fréquents accrochages qui opposaient les unités infiltrées avec l'armée et la police, indiquaient que de grandes quantités d'armes se trouvaient chez les civils. Durant l'hiver 1955-1956, les autorités procédèrent à des fouilles systématiques des maisons et confisquèrent quantité d'armes. Au cours de ces opérations, les autorités terrorisaient avec autant d'intolérance les Albanais que les Serbes, les battaient et les emprisonnaient. La plus grande quantité d'armes était, cachée chez les Albanais. Ils avaient le sentiment que l'action était menée uniquement contre eux, bien que les persécutions et les arrestations aient également touché les Serbes. Les prêtres et évêques de

30. B. Petranović - M. Zečević, *Balkanska federacija 1943-1948*, Belgrade 1991, pp. 77-104.

l'Eglise orthodoxe serbe ont particulièrement souffert des arrestations et des condamnations arbitraires. Même la plus grande église orthodoxe, édifiée entre les deux guerres à Djakovica, a été détruite pour construire un monument élevé à la gloire des communistes du Kosovo<sup>31</sup>.

Afin d'atténuer chez les Albanais le sentiment que les Serbes les persécutaient, un nombre sans cesse croissant d'Albanais ont été recrutés dans les Services de la Sécurité d'Etat (UDBA). Au cours d'un procès qui a eu lieu en 1956 à Prizren, on a découvert que les groupes d'espions d'Albanie étaient en étroite relation avec les officiels d'origine albanaise du Kosovo-Metohija. Cependant, pour des raisons d'Etat, ceci fut passé sous silence afin de ne pas compromettre les cadres albanais.

Après la réconciliation avec Moscou (1955) et la normalisation progressive des rapports avec l'Albanie (fin 60, début 70), dans le cadre de la politique de décentralisation, Tito a favorisé les Albanais. Dans les amendements constitutionnels de 1968 et de 1971, intégrés dans la Constitution de 1974, les Albanais voyaient non seulement une possibilité d'émancipation nationale mais aussi une occasion depuis longtemps attendue de prendre enfin leur revanche historique sur les Serbes. Les prémisses théoriques d'Edvard Kardelj selon lesquelles les Albanais devaient garantir les droits des Serbes étaient répétées aveuglément comme une phrase vide de sens, qui devait justifier l'albanisation du Kosovo-Metohija. Déjà les démonstrations à Priština et d'autres villes en novembre 1968, quand l'armée dut intervenir, ont montré que les Albanais ne voyaient pas leur avenir en Yougoslavie, quels que soient les privilèges qu'elle leur accordait, mais que selon les traditions historiques et sous l'influence idéologique de Tirana, ils rêvaient de rattacher le Kosovo-Metohija à l'Albanie<sup>32</sup>.

Le modèle idéologique et national pour les Albanais du Kosovo fut l'ethno-communisme stalinien d'Enver Hodja, imbibé de la vieille haine bien entretenue contre les Serbes. La disparition du terme Metohija dans le nom de la province (automne 1968), le nom qui sonnait trop serbe et orthodoxe, indiquait symboliquement dans quelle direction s'orientait la politique nationale des communistes albanais. Après la suppression du

31. D. T. Bataković, *Kosovo. La spirale de la haine*, p. 49.

32. St. K. Pavlowitch, *The Improbable Survivor, Yugoslavia and its Problems 1918-1988*, London, C. Hurst and Co, pp. 34-47; B. Petranović, M. Zečević, *Agonija dve Jugoslavije*, Belgrade 1991, pp. 307-319.

nom, suivirent toutes sortes de mesures administratives et de pressions physiques, avec le soutien mal caché des organes de province, des structures du parti, des tribunaux, de la police, de toutes des institutions dans lesquelles les Albanais, après 1971, étaient majoritaires. La conséquence fut l'émigration silencieuse mais forcée d'un grand nombre de Serbes de Kosovo-Metohija.

De 1971 à 1981, 37.631 Serbes et 5.280 Monténégrins ont fui cette région, soit respectivement 16,5% et 10,7% du total de la population serbo-monténégrine. Le nombre de Serbes en Kosovo-Metohija, malgré une forte natalité, a diminué presque de moitié sous la régime de Tito: 26,6% en 1948, ils ne sont plus que 13,2% en 1981. Il en est de même des Monténégrins: 3,9% en 1948 ils ne sont que 1,7% de la population totale en 1981. Si l'on analyse le nombre des personnes ayant quitté le Kosovo ou s'y étant installées entre 1971 et 1981, on constate: 17.009 personnes ont immigré au Kosovo, dont 6.874 Albanais, 3.370 Serbes, 890 Monténégrins et 5.875 autres. Pendant ce temps le nombre des personnes ayant émigré est de 70.584 dont 8.333 Albanais, 42.407 Serbes, 7.095 Monténégrins et 12.794 autres. Entre 1961 et 1981, le nombre des localités avec une population mixte a diminué presque de moitié, passant de 174 à 96. Aucune de ces localités n'a eu de population à prépondérance serbe, mais toutes ces localités sont devenues à prépondérance albanaise ou totalement albanaise. Alors qu'en 1961, 50% des localités avaient une population homogène albanaise, ce pourcentage est de 75% en 1981. Les "Goranci" vivent dans 15 localités homogènes.

Les résultats de l'enquête menée sur les causes de l'émigration des Serbes indiquent que la discrimination sur le plan personnel était le moyen plus efficace: attaques infondées contre les individus, menaces à la propriété, incendie des récoltes, appropriation de champs, menaces de viol etc. Les plaintes déposées aux autorités, maintenant aux mains des Albanais, restent sans résultats. La discrimination sur une base nationale s'exerçant tous les jours dans la rue, dans les transports publics, dans les magasins, dans les centres médicaux tout cela a créé chez les Serbes le sentiment d'être des citoyens de second ordre, et de vivre dans un environnement hostile, comme dans un pays étranger. La minorité menacée, sans protection de droit au niveau de la province, de la république et de la fédération les Serbes émigrait en silence vers l'intérieur de la

Serbie, où apparemment existait, un accord secret entre la fédération et les autorités locales pour que les réfugiés aient la priorité dans l'attribution des emplois<sup>33</sup>.

Les seuls qui se soient adressés aux plus hautes instances de la fédération pour se plaindre de la pression et de la discrimination des Albanais ont été les dignitaires de l'Eglise orthodoxe serbe. Des centaines de plaintes indiquant avec précision tous les détails relatifs aux usurpations des biens, aux attaques contre les moines, aux viols de religieuses, destruction de cimetières, profanation de tombes, toutes ces informations soigneusement recueillies par le clergé orthodoxe du Kosovo-Metohija ont été adressées personnellement à Tito ou aux dirigeants de la fédération. Ces plaintes sont cependant restées sans réponse, même lorsqu'elles étaient présentées par le patriarche German.

Au sein du parti communiste, seuls deux hauts fonctionnaires —l'écrivain D. Čosić et l'historien J. Marjanović— osèrent dénoncer en 1968 la discrimination subie par les Serbes, l'inégalité devant les tribunaux et leur exode forcé et ils ont été limogés. Quelques années plus tard, le même destin attendait plusieurs fonctionnaires serbes du Kosovo-Metohija qui s'étaient exprimés au cours d'une discussion sur les rapports interethniques. Pour avoir soutenu les positions des communistes serbes, dénoncé les pressions des Albanais sur la population non-albanaise, un des principaux dirigeants d'origine turque, K. Réufi a également été limogé du parti.

Parallèlement au processus d'émigration des Serbes, leurs terres étaient données aux Albanais qui arrivaient d'Albanie. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à la mort de Tito, le nombre des Albanais du Kosovo-Metohija a triplé: il est passé de 498.242 à 1.226.736, une augmentation de 146%. La raison de cette augmentation de population ne réside pas seulement dans l'explosion démographique (le taux de croissance des Albanais en Macédoine est bien inférieur), ni dans la diminution de la mortalité infantile, mais est dû certainement à l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants venant d'Albanie. Si l'on compare l'augmentation de la population albanaise en Macédoine et au Kosovo-

33. Les details in: R. Petrović, M. Blagojević, *The Migrations of Serbs and Montenegrins from Kosovo and Metohija. Results of the survey conducted in 1985-1986*, Belgrade, Serbian Academy of Science and Arts, Demographic studies, vol. III, pp. 100-140.

Metohija, on constate que les Albanais du Kosovo augmentent à une plus grande vitesse, bien que la composition sociale et les autres conditions de vie soient similaires. Des documents existants prouvent que la nomenklatura albanaise du Kosovo achetait les terres des Serbes qui émigraient pour les donner aux immigrants d'Albanie. Etant donné que l'administration est contrôlée par les Albanais, ils délivraient de nouveaux documents, avec le lieu de naissance, aux nouveaux venus d'Albanie, dans lesquels ils indiquaient le Kosovo comme leur lieu de naissance, de sorte qu'il était impossible d'en déterminer le nombre. Les autorités locales albanaises manipulent à leur gré les cadastres: dans l'un de ces livres, le monastère de Dečani et même la patriarcat de Pec sont inscrits comme des mosquées. La barrière linguistique constituait une circonstance qui facilitait la transformation systématique des cadastres fonciers, des statistiques concernant la structure nationale au nombre des immigrants, qui, selon les statistiques fédérales, ne dépassait pas le chiffre de quelques milliers de personnes<sup>34</sup>.

### *L'Albanisation imposée*

Le processus de l'albanisation du Kosovo est également stimulé au niveau administratif. La nomenklatura albanaise insistait particulièrement pour que l'on augmente le nombre d'étudiants (30 étudiants pour 1.000 habitants), afin de former les cadres qui remplaceraient les Serbes dans tous les organes de l'administration, dans l'enseignement et les sciences. Les aides financières ont été fournies (à 70% du total) par les fonds fédérales pour les régions moins développées et dont la plus grande partie était versée par la Serbie intérieure. Les moyens financiers énormes ainsi recueillis étaient investis par la nomenklatura non dans l'économie, mais dans l'édification d'institutions de caractère national qui ont symbolisé le caractère étatique du Kosovo.

De nouvelles mesures discriminatoires ont été adoptées, basées sur "le principe de représentation ethnique"; elles s'appliquaient pour l'octroi des emplois, l'inscription aux hautes écoles. C'est ainsi que lorsqu'il y avait cinq postes à pourvoir, un seul, selon le principe ethnique, pouvait revenir à un Serbe, sans considération pour le degré d'instru-

34. D. T. Bataković, *The Kosovo Chronicles*, p. 70.

ction, les capacités personnelles ou l'expérience des candidats. Dans le secteur social (administration, économie, éducation, justice) jusqu'en 1974, les Albanais constituaient 58% du nombre des personnes employées, les Serbes 31%, les Monténégrins 5,7%. A partir de 1978, le chiffre des Albanais se monte à 83,6%, les Serbes ne sont que 9%. En 1980 les Albanais sont déjà 92% d'employés dans le secteur social, et les Serbes ne sont que 5%.

Le même principe était valable pour l'Université: un cinquième seulement des étudiants pouvaient être des Serbes. L'Université de Priština fondée en 1960 comme une branche de l'université de Belgrade, devenue autonome en 1969 comptait 37.000 étudiants en 1981, dont 90% étaient albanais. L'arrivée sur le marché du travail d'un nombre croissant des jeunes Albanais ayant une formation universitaire dans les conditions du boom démographique (le plus haut niveau d'accroissement démographique dans toute l'Europe, la famille moyenne comptant 6,9 membres) —ce nombre dépassait celui que l'économie pouvait absorber, d'où de nouvelles tensions. Le retard économique était aussi une conséquence du bas niveau de formation des cadres albanais au Kosovo-Metohija; pour des raisons politiques les critères pour l'obtention des diplômes universitaires étaient inférieurs à ceux des autres universités yougoslaves. La formation d'un grand nombre de cadres albanais dans les domaines des sciences sociales, les plus souvent fondées sur les principes idéologiques revus par Tirana dans lesquels se mêlaient l'intolérance communiste et le romantisme nationaliste, donna naissance à un type spécial de semi-intellectuel aux horizons restreints, capable d'absorber un nombre limité d'idées, et disposé à accepter sans critique une certaine conception de leur propre histoire. Un orientaliste réputé du Kosovo-Metohija, Hasan Kaleshi, a stigmatisé les dangers d'une telle formation, mais très vite il a été boycotté par l'ensemble de l'intelligentsia albanaise<sup>35</sup>.

La barrière linguistique les empêchant de trouver un emploi dans le reste de la Yougoslavie, ces jeunes Albanais obligés de trouver un emploi au Kosovo, reportaient leur mécontentement sur le plan de leur statut social au niveau d'une frustration nationale. Ils étaient encouragés dans

35. Cité dans: M. Mišović, *Ko je tražio republiku Kosovo (1945-1985)*, Belgrade 1987, pp. 78-93, 150, 240-241, 346-347.

ce sens par les professeurs venus d'Albanie, parmi lesquels se glissaient de nombreux membres de la police secrète "Sigurimi" qui, au nom de la coopération entre deux Etats, propageaient sans aucun empêchement l'idéologie de la Grande Albanie. La classe politique albanaise avait complètement adopté la théorie relative à l'origine illyrienne des Albanais, ce qui à ses yeux légitimait les droits des Albanais sur le Kosovo-Metohija. Cette théorie leur servait à prouver que les Albanais étaient en fait les premiers habitants du Kosovo-Metohija et que les Serbes n'étaient en fait que des intrus sur leurs terres. Un tel postulat idéologique allait de pair avec le mécontentement social: les familles nombreuses albanaises désiraient vivement obtenir des terres arables mais on ne pouvait les trouver que chez les Serbes qui, pris de frayeur, les cédaient souvent à bas prix<sup>36</sup>.

### *La sécession obligée*

Le désir unanime de la minorité albanaise d'instaurer une république du Kosovo (avec le droit à l'autodétermination jusqu'à la sécession) a été présenté au printemps 1981, une année à peine après la mort de Tito, détruisant le fragile équilibre des forces au sein de la direction fédérale. La tentative des autorités fédérales de régler la question albanaise au Kosovo en l'étouffant par une purge à l'intérieur du parti, par des actions extérieures (des forces fédérales, militaires et policières) et en minimisant le problème de l'exode des Serbes, a développé dans les années suivantes un fort sentiment de frustration parmi les Serbes: les autorités fédérales essayaient de cacher leur incapacité à démocratiser la société par des réformes politiques et économiques, et à assurer un minimum de protection des droits de l'homme pour les Serbes du Kosovo-Metohija. Au lieu des droits civils, la Yougoslavie donnait la prédominance aux droits collectifs et aux droits nationaux qui appartenaient à la nationalité prédominante dans les républiques, où dans les provinces autonomes. Les Serbes étaient de plus en plus nombreux à se rendre compte que l'ordre imposé par Tito en 1945, reposait sur l'inégalité nationale pour les Serbes en Yougoslavie. Les dirigeants serbes, dans l'intention de protéger efficacement les Serbes du Kosovo, ont

36. D. T. Bataković, *The Kosovo Chronicles*, pp. 29-32.

essayé de rechercher un accord avec les dirigeants des autres républiques afin de régler la question des compétences de la Serbie sur ses provinces (Kosovo-Metohija et Vojvodine), mais ils ont été repoussés avec une inimitié très apparente (“Livre bleu” de la Ligue des communistes de Serbie sur le Kosovo en 1977).

La détermination des nomenklaturas national-communistes au sommet de la fédération a créé une dangereuse tension qu’il était difficile de contrôler: les Serbes du Kosovo-Metohija commencent alors à s’organiser de façon autonome à partir de 1985 et demandent à plusieurs reprises la protection des autorités fédérales. Ils se rendent au Parlement fédéral et menacent d’un exode massif si les droits de l’homme ne leur sont pas garantis<sup>37</sup>.

Les paroles lénifiantes de la structure fédérale sont restées lettre morte: sur place, la tension ne faisait que monter, et l’exode de Serbes ainsi que la vente de leurs terres ne cessaient pas. Le Slovène Stane Dolanc, qui fut parmi les plus proches collaborateurs de Tito, en tant que secrétaire du Comité Central de la LCY pendant les années 60 et 70 soutenait les Albanais; en sa qualité de ministre tout-puissant de l’intérieur de la Yougoslavie après la mort de Tito, il eut l’occasion de bien connaître les méthodes des sécessionnistes albanais qui dans le langage de l’époque se nommaient “irrédentistes”: “Nous connaissons très bien un des principaux slogans des irrédentistes: acheter des terres et faire des enfants”<sup>38</sup>.

Le flux de la frustration nationale des Serbes est illustré dans le “Mémoire de l’Académie serbe des Sciences et des Arts” (1986), un document incomplet établi par une commission d’académiciens, mais qui pour des raisons politiques intérieures a été volé dans les bureaux de l’Académie avant sa rédaction définitive. Ce document fut utilisé abusivement à des fins politiques —les querelles entre différentes fractions au sein du parti communiste en Serbie. Bien que ce document condamne la pratique de la purification ethnique des Serbes au Kosovo-Metohija, et pose, à travers la question du Kosovo, le problème de l’égalité des Serbes en Yougoslavie, disséminés dans cinq des six républiques, les

37. Cf. *Kosovo polje-dnevnik dogadjaja*, Intervju, Belgrade, No 127, 11. april 1986; Atanasije Jeftić, *Od Kosova do Jadovna*, Belgrade 1986.

38. Cf. recueil de travaux: *Kosovo-Srbija-Jugoslavija*, Ljubljana 1989, p. 44.

autorités communistes le proclament “bible du nationalisme serbe”. Le sentiment croissant de frustration parmi les Serbes, après un putsch au sein du parti, a été utilisé habilement par Slobodan Milošević, le nouveau dirigeant des communistes serbes. Utilisant les méthodes populistes, il reprenait à son profit la bannière de protecteur des intérêts nationaux, que brandissaient jusque là l’Eglise orthodoxe et l’intelligentsia critique (anti-communiste).

Le projet de Milošević de faire revivre le parti communiste expirant en se basant sur de nouveaux idéaux nationaux, au moment même où en Europe de l’Est et même en URSS commence le processus inexorable de la démolition du communisme à l’aide du nationalisme —signifiait le début sur le plan international d’une politique qui a compromis les intérêts globaux des Serbes en Yougoslavie. Pour la majorité des Serbes, préoccupés par la question du Kosovo-Metohija, l’intérêt de la nation, au travers de laquelle, il est possible dans les conditions existantes de protéger plus efficacement les droits de l’homme, semble plus important que les changements qui peuvent se produire à l’Est, d’autant plus que le régime de Milošević en Serbie a créé un semblant de liberté au sein des médias qui osent maintenant, après un demi siècle, évoquer des questions tabous historiques, aussi bien qu’idéologiques, nationales ou politiques<sup>39</sup>.

Les Albanais, restant sur leurs positions du maintien de statu quo, répondent par une série de grèves et des manifestations de rue: ils étaient conscients du fait que la suppression des dispositions relatives à l’autonomie prévues par la Constitution de 1974, signifiait la suppression de l’élément leur permettant de prétendre passer du statut de province autonome à celui d’Etat.

Les amendements apportés en 1989 à la Constitution de la Serbie suppriment les dispositions relatives aux législations juridiques particulières pour les provinces autonomes et l’harmonisation de la législation sur l’ensemble de toute la république. Ils supprimaient le droit de veto dont jouissaient les provinces par rapport au parlement de Serbie. Les relations internationales restaient de la seule compétence de la république et la modification de la constitution se rapportait au seul parlement de Serbie, tandis que les provinces conservaient le droit de con-

39. D. T. Bataković, *Kosovo. La spirale de la haine*, pp. 71-73.

sultation jusqu'à six mois, après quoi un référendum devait être organisé sur l'ensemble du territoire de la république.

Le haut niveau d'homogénéité de la population albanaise, ainsi que le refus de son intelligentsia à se joindre aux demandes concernant la protection des droits de l'homme ont rendu impossible l'instauration d'un quelconque dialogue. Le résultat de cette attitude fut l'adoption à Belgrade de dispositions limitant l'autonomie (28 mars 1989) et le rassemblement d'un million de Serbes dans la plaine de Kosovo pour la commémoration du 600ème anniversaire de la bataille de Kosovo, le 28 juin 1989. La réponse du côté albanais fut une série de manifestations de rue, de grèves et de troubles, au début sous le couvert de slogans prônant le maintien de la Yougoslavie et la fidélité à Tito. Après le référendum pour la nouvelle constitution de Serbie en juillet 1990, qui a confirmé pour le Kosovo les amendements adoptés dans la constitution précédente (le Kosovo-Metohija est une province ayant une autonomie territoriale, tandis que l'autorité législative appartient au parlement de Serbie, le pouvoir exécutif appartient au gouvernement de Serbie; au lieu d'une constitution, la province a un Statut etc.) et le Kosovo-Metohija a, outre l'adjonction de l'autonomie territoriale, une position semblable à celle qu'elle avait dans la constitution yougoslave de 1963.

Les Albanais ont réagi par une déclaration de proclamation de la "république de Kosovo", le 2 juillet 1990 à Priština, et par l'adoption d'une "constitution" le 7 septembre 1990 à Kačanik: cette tentative de sécession ayant provoqué une forte réaction policière. Refusant tous les liens avec la Serbie, en juillet 1990, les Albanais du Kosovo-Metohija proclament une grève générale; espérant provoquer la sécession par la grève, à l'appel de leurs dirigeants politiques, ils quittent leurs postes de travail, les écoles et toutes les institutions publiques, y compris médicales. Les Albanais, convaincus que les autorités serbes ne céderont pas sur les pourparlers concernant les complétences de l'Etat serbe sur le Kosovo-Metohija, arriveront à créer progressivement une administration parallèle, tolérée par les autorités serbes, et à organiser leurs propres élections et rejeter tout lien avec la Serbie. D'après les estimations du centre de recherche démographique (les Albanais ont refusé de participer au recensement de 1990) le nombre des Albanais serait de 1.956.196 (81%), tandis que le nombre de Serbes est de 214.555 (11%), donc environ 22.000 de moins qu'en 1981. Un ancien conflit inter-

ethnique sur le problème de savoir si le Kosovo-Metohija est ou non partie de la Serbie, prend ainsi l'aspect d'un conflit idéologique: la Serbie, du fait du régime de Milošević, est considérée avec raison comme "le dernier bastion du communisme en Europe", tandis que les Albanais, du fait uniquement de leur résistance passive, parfaitement orchestrée dans les médias internationaux, portent l'auréole héroïque "de peuple opprimé" qui luttant pour la démocratie et les droits de l'homme est soumis à un "apartheid". Cette image dans les médias n'a fait que se renforcer après les guerres en Croatie et en Bosnie<sup>40</sup>.

*Institut des  
études balkaniques  
Belgrade*

40. Cf. point de vue serbe: B. Krstić, *Kosovo između istorijskog i etničkog prava*, Belgrade, Vid 1994; point de vue albanais: M. Roux, *Les Albanais en Yougoslavie*, Paris, Maison des sciences 1992, avec une bibliographie, pp. 465-529.